



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Date : 07 décembre 2023



Monsieur [REDACTED]  
Directeur  
EHPAD CHALDECOSTE  
AV DU HUIT MAI 1945  
48000 MENDE

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations

**V/Réf :** Votre courriel du 29 novembre 2023 reçu par mail.

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 18 octobre 2023, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau ci-joint, précise les quatre prescriptions maintenues et la recommandation maintenue avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence, je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre des solidarités et des familles, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

Pour le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie  
et par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe

  
Sophie ALBERT

Didier JAFFRE

**Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle**  
**Pôle Régional Inspection Contrôle**

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives  
Tableau des remarques et des recommandations retenues  
Contrôle sur pièces de l'EHPAD CHALDECOSTE situé à MENDE 48000

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Ecart (7)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Prescription)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
<b>Ecart 1</b> : En l'absence de transmission d'un projet d'établissement valide de moins de 5 ans, la mission n'est pas en mesure de vérifier la conformité du modèle aux dispositions de l'article L311-8 du CASF.	Art. L.311-8 du CASF (validité PE : 5 ans)	<b>Prescription 1</b> : Transmettre le projet d'établissement.	immédiat		Levée de la prescription 1.
<b>Ecart 2</b> : En ne disposant pas d'un règlement de fonctionnement valide de moins de 5 ans, l'établissement contrevient aux dispositions de l'article R 311-33 du CASF.	Art. R.311-33 du CASF (validité 5 ans)	<b>Prescription 2</b> : Actualiser le règlement de fonctionnement et le transmettre à l'ARS.	6 mois		Maintien de la prescription 2.  Effectivité 2024

<p><b>Ecart 3 :</b> La Commission de Coordination Gériatrique n'est pas constituée et/ou active, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-158, 3° du CASF.</p>	<p><b>Art. D.312-158, 3° du CASF</b> (MEDEC préside la commission réunie au moins 1x/an)</p> <p>Arrêté du 5 septembre 2011 relatif à la commission de coordination gériatrique mentionnée au 3° de l'article D.312-158 du code de l'action sociale et des familles</p>	<p><b>Prescription 3 :</b> Se mettre en conformité à la réglementation.</p>	<p>Effectivité 2024</p>		<p>Maintien de la prescription 3.</p> <p>Effectivité 2024</p>
<p><b>Ecart 4 :</b> Les CR des CVS ne sont pas signés par le Président du CVS, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-20 du CASF.</p>		<p><b>Prescription 4 :</b> La structure est invitée à s'assurer de la signature des CR des CVS par le Président du CVS, pour les prochaines séances.</p>	<p>Immédiat</p>		<p>Levée de la prescription 4.</p>

<b>Ecart 5</b> : L'établissement n'a pas transmis le document (attestation et/ou diplôme) permettant de justifier d'une spécialisation en gériatrie du médecin coordonnateur.	Diplôme : Art D. 312-157 du CASF HAS, 2012	<b>Prescription 5</b> : Le gestionnaire de l'établissement doit garantir que le MEDCO soit titulaire d'un diplôme d'études spécialisées complémentaires de gériatrie, d'un diplôme d'études spécialisées de gériatrie ou de la capacité de gérontologie ou d'un diplôme d'université de médecin coordonnateur d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ou, à défaut, d'une attestation de formation continue conformément à l'article D.312-157 du CASF.	1 mois		Sans objet. Pas de MEDCO. Levée de l'écart 5
<b>Ecart 6</b> : la mission n'est pas en mesure de vérifier la conformité de L'ETP dédié à la fonction du MEDCO.	Art. D.312-156 du CASF	<b>Prescription 6</b> : Afin de permettre une vérification précise de la conformité de l'ETP dédié à la fonction du MEDCO, veuillez préciser l'ETP.	Immédiat		Maintien de la prescription 6 : Recrutement d'un équivalent temps plein conformément à la réglementation.  Délai : Effectivité 2024
<b>Ecart 7</b> : La procédure d'amélioration continue des pratiques professionnelles n'existe pas, ce qui contrevient aux dispositions de l'article L.312-8 du CASF.	Art. L.312-8 du CASF	<b>Prescription 7</b> : Elaborer une procédure d'amélioration continue des pratiques professionnelles.	6 mois		Maintien de la prescription 7.  Délai : 6 mois

Remarques (7)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS
<b>Remarque 1 :</b> La structure n'a pas renseigné les éléments demandés dans le questionnaire de gouvernance concernant les informations du médecin coordonnateur et n'a pas transmis de diplôme.	Diplôme : Art D. 312-157 du CASF HAS, 2012	<b>Recommandation 1 :</b> La structure est invitée à renseigner les éléments demandés dans le questionnaire de gouvernance relatifs au médecin coordonnateur, ainsi qu'à transmettre son diplôme.	Immédiat		Levée de la recommandation 1.
<b>Remarque 2 :</b> La structure déclare que L'IDEC n'a pas de formation spécifique d'encadrement avant d'accéder à ce poste.	HAS, « Plan personnalisé de coordination en santé », 2019	<b>Recommandation 2 :</b> Finaliser la formation d'encadrement de l'IDEC et transmettre attestation de formation à l'ARS.	6 mois		Levée de la recommandation 2.
<b>Remarque 3 :</b> Selon la structure, le plan de formation du personnel à la déclaration n'existe pas.		<b>Recommandation 3 :</b> L'établissement est invité à établir un plan de formation du personnel à la déclaration.	3 mois		Levée de la recommandation 3.

		Transmettre à l'ARS le plan de formation.			
<b>Remarque 4 :</b> La procédure d'admission formalisée n'a pas été transmise pour vérification.		<b>Recommandation 4 :</b> Transmettre la procédure à l'ARS.	3 mois		Levée de la recommandation 4.
<b>Remarque 5 :</b> Le Centre Hospitalier indique que la procédure relative au circuit du médicament est actuellement en cours de mise à jour.	Prise en charge médicamenteuse en EHPAD - ANESM - Juin 2017 Guide HAS	<b>Recommandation 5 :</b> Transmettre la procédure finalisée .	A sa date de finalisation.		Levée de la recommandation 5.
<b>Remarque 6 :</b> En l'absence d'éléments de réponse dans le questionnaire de prise en charge et soins, et sans transmission de procédure, la mission n'est pas en mesure de s'assurer de la conformité aux Recommandations de l'HAS (Haute Autorité de Santé) concernant le Dossier de Liaison d'Urgence, émises en juin 2015.	Recommandations de la HAS - Dossier de liaison d'urgence - juin 2015	<b>Recommandation 6 :</b> La structure est invitée à renseigner les éléments demandés dans le questionnaire de prise en charge et soins.	Immédiat		Levée de la recommandation 6.

<b>Remarque 7 :</b> La structure déclare l'absence d'une procédure de prévention et de prise en charge du risque de chutes.	Prévention des chutes en EHPAD - HAS - 2005 Bonnes pratiques de soins en EHPAD - HAS - 2007	<b>Recommandation 7 :</b> La structure est invitée à élaborer une procédure de prévention et de prise en charge du risque de chutes ; transmettre la procédure à l'ARS.	6 mois		Maintien de la recommandation 7.  Délai : 6 mois